
	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES</p>	 <p>134, ROUTE D'ESPAGNE • 31057 TOULOUSE CEDEX TELEPHONE : 05/61/43/40/92</p>
---	---	---

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Lot 6

Objet de l'Appel d'Offres :

Prestations de maintenance, d'entretien, des installations techniques du CH Gérard Marchant et astreinte CFO

SOMMAIRE

TITRE 1. DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1.1. PREAMBULE	3
1.2. PRESENTATION GENERALE.....	3
1.3. OBJET DU MARCHE.....	3
TITRE 3 – OPERATIONS DE MAINTENANCE	4
3.1. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR LA MAINTENANCE	4
TITRE 4 - ASTREINTES.....	7
4.1. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS CONCERNEES.....	7
4.2 INTERVENTIONS D’ASTREINTE	7
TITRE 5 – MODALITES COMMUNES A TOUTES LES INTERVENTIONS.....	8
TITRE 6 – ORGANISATION, RESPONSABILITE, ETATS DES INSTALLATIONS	9
6.1. ORGANISATION	9
6.2. RESPONSABILITE	11
6.3. ETAT DES INSTALLATIONS ET PRISE EN CHARGE	11
6.4. REVRESIBILITE	12
TITRE 7 – DOCUMENTS ET OUTILS DE SUIVI	13
7.1 TRAÇABILITE DE L’ACTIVITE	13
7.2 CARNET DE MAINTENANCE	14
7.3 DOCUMENTATION TECHNIQUE	14
7.4 REUNIONS ET RAPPORTS D’ACTIVITE.....	15
TITRE 8 – CONTRAINTES D’INTERVENTION A L’UHSA	15
8.1 - DELAIS D’INTERVENTIONS.....	16
8.2 – AUTRES DELAIS CONTRACTUELS.....	17

TITRE 1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. PREAMBULE

Le Centre Hospitalier Gérard Marchant, dénommé CHGM est l'opérateur de maintenance sur les réseaux et les installations techniques de son propre patrimoine.

Il fait appel pour ce marché à un TITULAIRE externe pour assurer la maintenance de ses installations qui seront en partie partagées avec les services techniques de l'établissement.

1.2. PRESENTATION GENERALE

Les prestations se dérouleront sur les bâtiments en activité du site principal situé 134 route d'Espagne (45 756 m² de bâtiment en activité) et sur les 35 structures extérieures en Haute-Garonne.

La liste des bâtiments inscrits dans le périmètre de ce marché est donnée en annexe 3 et 4 du présent CCTP.

1.3. OBJET DU MARCHE

Le marché a pour objet la réalisation de prestations de maintenance préventive, corrective et astreinte technique tous corps d'état du Centre Hospitalier Gérard Marchant (CHGM) et des structures extérieures en Haute Garonne.

Le marché se décomposera en parties tranches fermes :

1^{ère} partie : l'exploitation et la maintenance des installations techniques. Il comprend notamment :

- Les prestations (forfaitaires) de maintenance préventive type P2 : la conduite, la maintenance préventive et la maintenance corrective jusqu'au seuil de pièce de 500 €HT,
- Les prestations (hors forfait) de maintenance corrective type P3,
- Les prestations (hors forfait) de travaux type P5
- Les fournitures des consommables, des pièces détachées et des pièces de rechange d'une valeur inférieur à 500 € HT,
- Les astreintes 24h /24 et 7j /7,
- Les Travaux d'amélioration de l'état du patrimoine et propositions d'améliorations des performances des équipements
- La conduite rationnelle et optimale des installations technique via les systèmes de gestion technique de bâtiment (GTB).
- La mise en place d'une GMAO
- La gestion des déchets

2^{ème} partie : astreinte technique des installations du CHGM (inclus forfait)

3^{ème} partie hors forfait : interventions ponctuelles multi techniques, multiservices sur l'ensemble des installations du CHGM

- Prestation de maintenance CFO via un prix unitaire horaire HT fixé par le BPU durant l'absence ou pour renforcer le personnel CFO au sein du CH Marchant site 134 route d'Espagne 31 Toulouse sur simple demande à effet 1 jour ouvré après la demande écrite par mail et réception du bon de commande.
- Prestations de petits travaux ponctuels CFO au sein du CH Marchant et de ses structures via un prix unitaire horaire HT fixé par le BPU sur simple demande à effet 1 jour ouvré après la demande écrite par mail et réception du bon de commande

TITRE 3 – OPERATIONS DE MAINTENANCE

3.1. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR LA MAINTENANCE

Dans le cadre du présent contrat, les prestations du TITULAIRE portent sur périmètre technique des installations suivantes :

- **Installations de courant fort (CFO) HT et BT**

- Installations HT et BT : production, distribution jusqu'au terminaux (exclus)
- Groupe électrogène, compris automatisme, stockage et réseaux d'alimentation en combustible,
- Onduleur
- Source centrale d'éclairage de sécurité
- Parafoudre et paratonnerre

Le périmètre inclus toutes les sujétions des équipements : supportage et tous auxiliaires participants au fonctionnement des installations

La liste des installations concernées par la maintenance préventive et corrective est jointe en annexe 1 à titre indicatif.

Le TITULAIRE est réputé avoir eu la possibilité de vérifier la liste des équipements des sites (définis à l'Acte d'Engagement) dont il a la charge avant de remettre son offre et ainsi avoir une parfaite information et connaissance :

- De la constitution des bâtiments et des contraintes dues à leur destination,
- Des équipements et installations dont il doit assurer l'exploitation et la maintenance, de leur fonctionnement, de leurs caractéristiques et de leurs performances, de leur état d'usure ou de vétusté éventuelle,
- Des conditions d'alimentation en énergie,
- Des conditions particulières d'accès liées à la sécurité et à la spécificité des bâtiments

3.1.1 EXCLUSIONS ET LIMITES DE PRESTATION

Les équipements et fournitures suivantes ne sont pas à la charge du TITULAIRE :

- Les alimentations électriques en amont des cellules de livraison du concessionnaire

3.2 MAINTENANCE PREVENTIVE

Les prestations comprises dans le présent marché correspondent aux opérations de maintenance préventive, systématique ou conditionnelle, conformément aux gammes minimales définies dans les fiches techniques en annexe 2 pour chaque type de métier du contrat.

L'offre du TITULAIRE comprendra impérativement le détail précis, fréquence et contenu, des gammes de maintenance pour chaque équipement qu'il s'engage à effectuer dans le cadre du marché. Les gammes du TITULAIRE devront impérativement au minimum respecter :

Le respect de la programmation de la maintenance préventive et des maintenances réglementaires, en termes de délais et de prestations, est un élément essentiel du Contrat. Le TITULAIRE s'engage à réaliser ou faire réaliser la maintenance préventive systématique et conditionnelle pendant les horaires d'ouverture du site.

Le TITULAIRE devra assurer :

- La maintenance préventive réglementaire déterminée par les obligations réglementaires.
- La maintenance préventive systématique et/ou conditionnelle nécessaire pour remplir les conditions de fiabilité et disponibilité des équipements.

Par ailleurs, les opérations de maintenance préventive provoquant l'indisponibilité de l'installation doivent être réalisées selon un planning validé par le CLIENT :

- Soit en dehors des périodes d'exploitation et sans supplément de prix.
- Soit, pendant les horaires d'ouverture du site, mais sous condition suspensive d'une autorisation écrite du CLIENT.

Les opérations de maintenance préventive respecteront un planning de maintenance élaboré par le TITULAIRE lors de la prise en charge en collaboration et après validation par le MO et après validation. Le respect du planning de maintenance sera vérifié chaque mois dans le rapport mensuel d'activité.

Le planning sera revu pour chaque année de reconduction. Il sera notifié à l'entreprise par ordre de service et modifié en cours de période si nécessaire.

La maintenance préventive courante des installations et équipements sera réalisée pendant les heures ouvrées (8H30-16H00) du lundi au vendredi. Ces interventions doivent être transparentes pour les utilisateurs. Si ce n'est pas possible, il pourra être demandé au TITULAIRE d'intervenir dans un créneau horaire moins préjudiciable (nuit ou week-end).

Ces prestations de maintenance permettront notamment :

- De maintenir un bon niveau de fiabilité et de maintenance des équipements
- D'assurer la maintenance des équipements
- D'optimiser la durée de vie des équipements
- De bénéficier des conditions de fonctionnement optimales
- D'assurer la sécurité des biens et des personnes
- De maîtriser les coûts

Pour respecter ces objectifs, le titulaire devra :

- Réaliser l'ensemble des prestations dans le respect des exigences du présent Cahier des Clauses Techniques particulières, et mettre en place une organisation permettant de faire face à ses obligations contractuelles.
- Assurer une transparence totale dans l'exécution du contrat, entre les différents intervenants potentiels et le responsable maintenance de l'établissement.
- **Respecter les arrêtés, décrets et normes en vigueur.**

3.3 MAINTENANCE CORRECTIVE

La maintenance corrective est déclenchée par un constat de défaillance. Elle a pour objet la remise en état de fonctionnement des équipements. Elle regroupe deux activités :

- Le dépannage (maintenance palliative) : il est principalement constitué d'actions à caractère provisoire qui sont suivies d'actions curatives.
- La réparation (maintenance curative) : elle comporte toutes les opérations permettant de redonner aux installations leurs performances nominales.

Les prestations de maintenance corrective sont dues au titre du présent marché 24h/24h et 365 jours par an et comprennent une ou plusieurs des opérations suivantes :

Compris dans le forfait :

- les déplacements relatifs aux demandes d'interventions, quels qu'en soient la cause et le nombre,
- la main d'œuvre et les pièces détachées ou équipements dont le montant est compris dans le forfait de fourniture < 500 €HT.

Exclus du forfait et sur devis :

- l'établissement d'un devis suivant le B.P.U lorsque les pièces détachées ou les équipements à fournir ne rentrent pas dans le cadre du forfait : pièces et main d'œuvre

Dans le cas où la sécurité des personnes et des biens est en jeu, le TITULAIRE prend les mesures d'urgence de mise en sécurité des installations qui s'imposent (arrêt d'un équipement, consignation électrique, fermeture d'une vanne ou d'un robinet, ...). Il en informe immédiatement le CLIENT.

Chaque intervention de maintenance corrective sur un équipement fait l'objet d'une demande de devis, d'une note d'information et d'un compte-rendu d'intervention. Cependant, si la pièce nécessaire ne dépasse pas le montant forfaitaire de prise en charge des pièces, il n'y a pas de devis à fournir, c'est à la charge du TITULAIRE

Les composants hors service sont remplacés par du matériel équivalent. En cas de cessation de fabrication, un modèle similaire est présenté au CLIENT ou à son représentant (le CLIENT valide ou non le matériel à remplacer). En cas de refus du CLIENT, le TITULAIRE représentera une proposition avec d'autre matériel (avec revalidation).

Remarque : Toute intervention du TITULAIRE suite à une panne consécutive à un manque de maintenance préventive sera considérée comme incluse dans le forfait.

3.3.1 MAINTENANCE CORRECTIVE HORS FORFAIT

Le titulaire s'engage à faire parvenir au Responsable Maintenance de l'établissement par voie dématérialisée dans un **délai maxi de 48 heures** tout devis (maintenance et fourniture) sur simple demande de l'établissement et **dans les 24 heures le devis** faisant suite à un dépannage nécessitant une opération de maintenance curative non inclus pour du matériel ayant une somme supérieure à 500€ unitaire hors taxes.

Les fournitures et prestations Hors Forfait font l'objet d'une facturation mensuelle distincte de celle relative aux prix forfaitaires. Le TITULAIRE doit fournir avec sa facturation, un double de l'Ordre de Service/devis signé du Client.

Les opérations de maintenance corrective non comprises dans le forfait seront rémunérées selon le détail des heures réelles passées du personnel, attesté par un attachement signé et sur les bases suivantes :

- Prix des pièces, équipements et matières premières attestées par les factures fournisseurs, affectés du coefficient contractuel exprimé dans le BPU,
- Coût de la main d'œuvre correspondant aux taux horaires exprimés dans le BPU,
- Coût de la sous-traitance, attestée par la facture du sous-traitant, affecté du coefficient de sous-traitance contractuel exprimé dans le BPU.

Pour les travaux, de manière générale, les opérations définies au BPU comprennent la fourniture des moyens nécessaires à la bonne et complète réalisation (ingénierie, main d'œuvre, déplacements consommables, équipement, matériel, nettoyage, suivi, test et toutes sujétions) des travaux demandés par ALTEN pour fournir une installation ou un ouvrage clé en main. De ce fait, le TITULAIRE ne peut prétendre à aucune rémunération supplémentaire par manque de précision dans la formulation.

Le TITULAIRE s'engage à remettre un devis détaillé pour chaque demande du Client, présentant la solution préconisée de manière explicite et détaillée par poste d'intervention (main d'œuvre, achats de pièces ...), ainsi que les coûts afférents par poste.

TITRE 4 - ASTREINTES

4.1. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS CONCERNEES

Cette astreinte technique **Installation électrique** portera **sur l'ensemble des bâtiments et des installations du site route d'Espagne** (annexes 3).

Seules ne seront pas comprises les installations suivantes :

- Installations autres que CFO

Le TITULAIRE devra mettre en œuvre les moyens nécessaires tous corps d'état afin de permettre la continuité de l'exploitation des locaux et en particulier des unités de soins dans des conditions de sécurité et de travail conformes aux textes réglementaires.

Le TITULAIRE devra prévoir le stockage sur site du matériel nécessaire à ces interventions. Tout le personnel d'astreinte devra prendre connaissance des installations et des sites objets du contrat dans un délai d'1 mois après sa signature.

4.2 INTERVENTIONS D'ASTREINTE

Le TITULAIRE interviendra à la demande du Centre Hospitalier (Directeur de garde ou administratif de garde), en dehors des jours et heures ouvrables, c'est-à-dire du lundi au vendredi de 16H00 à 8H30 + week-ends 24H/24 + jours fériés 24H/24.

Il est porté à la connaissance du titulaire, que **les agents des services techniques du CH Marchant n'ont pas d'astreintes et que le titulaire doit être parfaitement autonome dans sa mission d'astreinte TCE pour remettre en fonctionnement ou mettre en sécurité les équipements pour lequel il est appelé.**

Une visite d'astreinte obligatoire sous 10 jours ouvrés avant la prise d'effet du marché doit être organisée pour tout le personnel intervenant sur le périmètre des installations du CHGM.

Le titulaire précisera dans l'annexe 6 du présent CCTP, les moyens mis en œuvre pour assurer l'astreinte.

Le niveau de qualification du personnel d'astreinte sera adéquatement compétent et expérimenté par rapport au problème rencontré. **Le Titulaire devra transmettre les curriculums vitae des divers intervenants sur site ainsi que leurs habilitations (électrique de tous types...) pour attester de leurs interventions en sécurité. Avec possibilité de mobilisation de personnel supplémentaire compétent en cas de nécessité.**

Pour les interventions d'astreinte sur les réseaux HTA et les postes HT/BT, l'entreprise devra prévoir l'intervention de deux techniciens et d'un cadre.

4.2.1 SUPPORT D'ASTREINTE

Les modalités de l'astreinte seront regroupées dans un support unique à disposition des intervenants pour chaque intervention, à faire valider par le CHGM avant le début du marché et regroupant les points suivants :

- Les modalités d'organisation et d'intervention de l'astreinte regroupées dans un support unique de type « valise d'astreinte » rassemblant tous les procédures d'exploitations, d'accès aux site, plans, stock de pièce et documents technique utiles aux interventions. Ces modalités seront validées par le **CHGM** lors du démarrage du contrat ;

Un cahier d'astreinte : il sera présent sur site et géré par le **TITULAIRE**

TITRE 5 – MODALITES COMMUNES A TOUTES LES INTERVENTIONS

Le CHGM dispose d'un système de GMAO. A partir de la notification du marché, le TITULAIRE devra la renseigner et assurer son suivi en fonction de la planification pour les opérations de maintenance préventive ainsi que la mise à jour en continu de la liste des équipements, via un des postes dédiés à la GMAO sur le site principal du Centre Hospitalier situé à la CTH.

Le Titulaire mettra à disposition du Maître d'Ouvrage un système de GMAO permettant de déclencher des interventions correctives ou d'astreintes (cf. Article 6) et permettant le suivi de l'avancé du correctif et des demandes d'astreinte par bâtiments.

Le CHGM dispose d'un système de GTC, de marque SIEMENS, composé d'un serveur central (logiciel "DESIGO CC") ainsi que d'unités locales type PXC réparties sur diverses sous-stations.

Un accès au logiciel DESIGO CC du CH G MARCHANT à la CTH est mis à la disposition du TITULAIRE, afin de pouvoir procéder aux interventions de maintenance corrective et préventive, sur une partie des équipements cités en annexe du présent CCTP.

Le TITULAIRE devra respecter les règles de sécurité prévues par la réglementation et le Code du Travail en vigueur et établir un plan de prévention pour les visites et les réparations en début de marché.

La maintenance devra être réalisée par un personnel qualifié et habilité.

Le maître d'ouvrage ne mettra pas de locaux à disposition. Les personnels du TITULAIRE ont la possibilité d'utiliser les sanitaires sur site (hors vestiaire et douche) et de déjeuner au self du personnel. Le TITULAIRE à la possibilité d'installer un bungalow sanitaire, vestiaire, réfectoire et un container sur site. Les alimentations fluides et énergie sont à la charge du TITULAIRE.

Inclus aux prestations forfaitaires, le TITULAIRE est responsable des déchets qu'il génère dans le cadre des prestations préventives et correctives qu'il réalise sur les sites. Il doit dans le cadre du forfait en assurer l'évacuation, l'acheminement et le traitement.

Le TITULAIRE doit respecter les règles et normes en vigueur concernant le respect de l'environnement, et limiter son impact, à savoir :

- L'évacuation et le recyclage des déchets faisant suite aux prestations, à des travaux, des remplacements de matériels dans des filières agréées,
- Le suivi des certificats de destruction,
- Le tri sélectif des déchets, suivant le respect des exigences de la certification HQE et des réglementations locales,
- L'utilisation de produits, ayant l'impact le plus faible possible sur l'environnement.

Il devra tenir à jour son registre des déchets et les bordereaux de suivi des déchets dangereux qu'il mettra à disposition sur demande.

Il respectera la réglementation en matière de gestion des déchets. Il réalisera le tri des déchets en particulier au regard du décret « flux » et privilégiera les filières de valorisation matière lorsque cela est possible. Le TITULAIRE devra privilégier les filières de recyclage en France, celles favorisant le travail en insertion et informer ALTEN des filières utilisées.

Le TITULAIRE devra proposer toutes solutions qui permettrait de limiter les déchets quels qu'ils soient, de les réutiliser, de les recycler.

TITRE 6 – ORGANISATION, RESPONSABILITE, ETATS DES INSTALLATIONS

6.1. ORGANISATION

6.1.1 Obligation de résultat

Le titulaire du marché a une obligation de résultat dans les domaines de :

- la réactivité de son personnel,
- le temps d'indisponibilité des installations
- la traçabilité des opérations préventives, curatives et d'astreinte
- **la capacité à mobiliser les moyens humains, techniques et de fournitures nécessaires**
- Pour réaliser à bien les opérations préventives, curatives, le TITULAIRE met à disposition le nombre nécessaire de techniciens pour obtenir les résultats attendus au CCTP.
- Les devis correctifs pour remise en service des installations. (Toutes les factures devront être fournies par le TITULAIRE à la MO).

Le TITULAIRE devra :

- Les mises en route et arrêts des installations,
- Les réglages et équilibrages nécessaires,
- Les relevés des paramètres de fonctionnement des équipements,
- Les essais et manœuvres de vérification courante de bon fonctionnement des équipements,
- La surveillance générale des installations,
- Les rondes et inspections courantes

Liste non exhaustive.

Il est précisé que le **TITULAIRE** fait son affaire de l'outillage spécifique ou du matériel de manutention nécessaire à l'exécution de l'entretien des équipements : échelles, échafaudages, nacelles, etc....

6.1.2 Consommables, pièces détachées, équipements de rechange et outillages

Consommables

Le titulaire du marché devra constituer et entretenir à ses frais un stock de consommables et de pièces de rechange lui permettant de réparer dans les délais impartis les différents équipements. Il ne pourra invoquer les délais de fabrication ou de livraison pour justifier l'indisponibilité des équipements.

Une zone de stockage sera mise à disposition du titulaire.

Dans le cadre des opérations de maintenance préventive, le titulaire prend à sa charge l'ensemble des produits et ingrédients (chiffons, huile, graisse, antigel, solvants, filtres (...)) de tous types et petites pièces d'usure (joints, courroies,...), les petits matériels (voyants, relais, capteurs, contacts, fusibles, contacteurs, visserie et petite boulonnerie, isolant etc.).

La définition des termes fournitures, ingrédients et consommables sont régies par la norme AFNOR EN 13 306.

Les consommables répondront aux normes en vigueur, ils seront d'origine constructeur ou de qualité supérieure.

Pièces détachées et équipements

Le titulaire prendra à sa charge dans le cadre du forfait toutes pièces détachées ou équipement dans le cadre des actions correctives d'un montant inférieures ou égal à 500€HT, attesté par facture fournisseur.

Au-delà du montant de 500€HT par pièce, la pièce sera refacturée selon les conditions du BPU et des coefficients peines et soins.

Le seuil ne concerne que le montant HT de la pièce unitaire. La main d'œuvre et la sous-traitance éventuelle est comprise dans le montant forfaitaire des prestations.

Exemple dans le cas où une pièce est < 500€HT est compris dans le marché (prix forfaitaire) :

- La main d'œuvre pour effectuer le remplacement de la pièce sur le site par les équipes techniques du site
- La main d'œuvre pour effectuer le remplacement de la pièce sur le site par le sous-traitant

Les pièces détachées mises en place par le titulaire du marché, seront de nature et caractéristiques homologuées par le constructeur de l'équipement concerné, elles seront garanties au minimum un an. Dans ce cadre, le titulaire du marché s'engage à remplacer gratuitement toutes fournitures défectueuses pendant la période de garantie.

Le titulaire prendra les dispositions qui s'imposent auprès de ses fournisseurs pour qu'il puisse être approvisionné en pièces détachées dans des délais compatibles avec les délais d'exécution des prestations.

Dans le cadre des installations, équipements et réseaux ciblés dans le forfait, les coûts des pièces détachées seront pris en charge par le titulaire.

Outillage

Le Titulaire doit inclure dans sa prestation forfaitaire tous les moyens d'intervention : outillage, aspirateur eau et poussière, plateforme de travail ou échelle, nacelle automotrice ou sur VL pour les accès en hauteur, appareils de mesures (ex : Mégohmmètre....). Cette liste est non exhaustive.

Ce matériel sera adapté aux tâches à réaliser (ex : matériel isolé pour interventions électriques) et contrôlé aux périodes réglementaires et à ses frais notamment les appareils de mesure.

6.1.3 Consignes de sécurité

Le titulaire devra, après notification du marché, établir un plan de prévention.

Au titre de la législation sur la prévention des risques, notamment le Code du Travail et le décret n°92-158 du 20 février 1992, le titulaire doit établir un plan de prévention avant le début des prestations. Ce plan d'intervention devra définir toutes les mesures de prévention mises en place lors d'interventions liées au contrat, non seulement vis-à-vis de l'entreprise utilisatrice (EU), mais aussi des usagers et également des autres entreprises extérieures (EE) :

- accès en général : horaires, identification des intervenants, zones de sûreté, locaux à risques particuliers d'incendie,
- manutention, utilisation d'engins de transport, de manutention ou de levage ...
- délimitation des zones d'intervention, balisage et signalisation des zones d'interventions et des équipements consignés par les interventions, maintien des circulations...
- utilisation de produits, matières, énergie présentant des dangers d'incendie, d'explosion, de brûlure, d'intoxication, de pollution, etc...
- procédures préalables et pendant consignations et avant remise en régime normal,
- travaux à risques, en hauteur, définition des mesures de protection,
- travaux en milieu ou à accès difficile : mesures prises pour assurer la protection des personnes et des biens en locaux techniques, moyens de communication et de surveillance à distance des intervenants...
- Règles de sécurité générales et particulières à l'établissement.

Le plan de prévention est annuel et devra être actualisé à chaque période de reconduction.

6.2. RESPONSABILITE

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations pourrait causer directement ou indirectement :

- A son personnel,
- A des tiers,
- A ses biens,
- Aux biens qui lui sont confiés dans le cadre du marché.

6.3. ETAT DES INSTALLATIONS ET PRISE EN CHARGE

Le Centre Hospitalier Gérard Marchant a organisé, durant la phase de consultation, des visites du site Route d'Espagne et des structures déportées, des installations et équipements, pour l'ensemble des candidats. Le titulaire reconnaît explicitement avoir pris connaissance de l'état des équipements, des installations et avoir disposé de tous les éléments lui permettant d'apprécier et d'évaluer sous sa pleine responsabilité les prestations faisant l'objet du marché. Il ne pourra en aucune façon arguer d'un manque de connaissance ou d'une insuffisance de l'état technique des appareils ou de leur entretien passé pour demander des travaux supplémentaires.

Les installations et équipements sont pris en charge en l'état par le titulaire en début de marché. Avant toute première intervention, en cas de problème majeur constaté, le personnel de l'entreprise devra le signaler à la Direction du Patrimoine et de la Logistique.

La responsabilité de la qualité des Prestations incombant au TITULAIRE, il lui appartient donc de mettre en place et de faire fonctionner un système d'assurance qualité applicable pour l'ensemble des sites et notamment pour les prestations d'astreintes.

Le dossier d'exploitation est mis en place par le TITULAIRE pendant **la phase de recouvrement et avant la date de prise d'effet du marché.**

Le dossier d'exploitation doit mentionner les procédures d'exécution des Prestations et de respect des obligations et notamment :

- Les modes opératoires,
- Les procédures d'accès aux sites en périodes ouvrable et d'astreinte

- La liste des personnes affectés au marché et leurs qualifications
- Le plan de prévention
- Les documents d'enregistrement,
- Une valise d'astreinte contenant toutes les procédures applicables par site, les plans des bâtiments, les conditions d'accès, etc...
- etc.

En phase de démarrage, d'une durée de trois mois après la date de début du marché, le TITULAIRE doit mettre à jour son dossier d'exploitation et assurer les prestations suivantes

- Mise en place de l'outil de GMAO pour le pilotage des prestations
- Matrices des rapports mensuels et annuels à faire valider
- Inventaire et état des lieux de prise en charge comprenant un plan d'action chiffré
- Constitution d'un stock de pièces de démarrage
- Déclaration de tous les sous traitants à faire valider
- Proposition de gammes de maintenance optimisées (si différentes des gammes initiales)
- Plan de maintenance

Un rapport de prise en charge détaillé (photos...) de l'état des équipements sera remis au titre du marché au CHGM dans un délai de trois mois après notification du présent marché.

6.4. REVRESIBILITE

Dans le cadre de la période de réversibilité, le TITULAIRE s'engage dans une période de 3 mois avant la fin du contrat à mettre en œuvre les moyens nécessaires, le dispositif, les livrables nécessaires au transfert et à l'accompagnement du dossier à destination du futur TITULAIRE ou du client.

Une période de réversibilité devra avoir lieu dans les deux cas de figures suivants :

- Le contrat arrive à échéance
- La résiliation du contrat selon les cas prévus dans ce présent contrat

Outre la mise à disposition des données en format électronique, lors de cette période de réversibilité, **le TITULAIRE devra** réaliser dans cette phase un état des lieux de sortie qui devra comprendre :

- Les opérations en cours et non finalisées
- Les garanties
- Les sinistres clôturés pendant la période contractuelle et ceux toujours en cours.
- La restitution de l'ensemble de la documentation (DOE, DUE, carnet de maintenance, etc.)
- La restitution de l'ensemble de la documentation liée à la présente prestation :

- Les livrables d'exploitation (notamment DOE, mise à jour des schémas et plans des travaux gérés par le TITULAIRE,...)
- Les livrables de gestion de la gouvernance

D'une façon générale, le TITULAIRE devra remettre tous les documents ayant trait à la présente prestation et aux engagements liés au présent contrat.

Le TITULAIRE devra effectuer également une période de recouvrement avec le TITULAIRE entrant pour une période de 45 jours dans laquelle, il devra communiquer l'ensemble des informations nécessaires à l'exploitation du contrat (liste non exhaustive) :

- L'historique des opérations de maintenance : plan de maintenance, extraction des demandes d'intervention
- La liste des équipements à jour
- Les différentes consignes
- Les stocks restitués
- Les différents codes d'accès (GTB/GTC)
- Les références des pièces de rechanges et consommables
- Les documents techniques et les plans

L'inventaire des stocks, pièces de rechange et de consommables sera fait de façon contradictoire entre le TITULAIRE entrant et le TITULAIRE sortant qui en accepte en conséquence le contenu. Une copie signée des deux parties (TITULAIRE entrant et TITULAIRE sortant) sera remise à la MO.

Cette phase de réversibilité sera consignée par la signature d'un procès-verbal. Il devra être joint à la dernière facture du forfait et conditionnera son paiement.

TITRE 7 – DOCUMENTS ET OUTILS DE SUIVI

7.1 TRAÇABILITE DE L'ACTIVITE

Opération de maintenance préventive :

Le CHGM dispose d'un système de GMAO (COSWIN 8I). Pour les opérations de maintenance préventive, le TITULAIRE devra la renseigner et assurer le suivi de réalisation via un des postes informatiques mis à disposition sur le site du Centre Hospitalier Gérard MARCHANT.

Opération de maintenance corrective / astreintes :

Le Titulaire mettra à disposition du Maître d'Ouvrage un système de GMAO permettant de déclencher des interventions correctives ou d'astreintes. Les fiches d'intervention ainsi que toutes les observations formulées par le TITULAIRE seront consignées sur la GMAO, par type de matériel décrit dans l'annexe 1 et par structure décrit dans les annexes 3 et 4. Pour les interventions courantes, le système sera renseigné au plus tard 24 heures en jour ouvrable après intervention.

Pour les interventions en astreinte, l'information doit être disponible à 8h00 le matin, le premier jour ouvrable suivant l'intervention.

7.2 CARNET DE MAINTENANCE

Dans le cadre du contrat, le Titulaire met en place et instruit tous les documents d'enregistrement imposés par la réglementation et applicables aux équipements couverts par le contrat.

Dans les 15 jours ouvrés qui suivent la notification du marché, le Titulaire du marché devra équiper chaque local technique d'un carnet de maintenance sauf réglementation particulière où il devra le faire par équipement (ex : Poste HT/BT, registre de sécurité, local onduleur) ainsi que l'étiquetage adapté sur chaque équipement. A chaque intervention dans un local ou sur un équipement spécifique, l'intervenant du Titulaire du marché devra remplir et tenir à jour ce carnet en précisant la date, la nature de son intervention et toutes actions entreprises dans le cadre de l'exploitation sur les équipements que ce soit préventif ou curatif.

7.3 DOCUMENTATION TECHNIQUE

Lors de la modification de tout ou partie des équipements techniques par le TITULAIRE, ce dernier aura à sa charge la mise à jour des documents techniques concernant les équipements techniques listés au dernier inventaire contractuel. Cette mise à jour concernera notamment les notices, les D.O.E et les schémas électriques présents sur site. De plus, pour toutes modifications, une mise à jour sous clé USB au format AUTOCAD sera fournie au CHGM.

Les documents précités doivent être fournis dans un délai de 15 jour ouvré à compter de la fin des interventions. Les interventions ne pourront être facturées dans réception de ces documents.

Ils déterminent entre autres et pour chacun des acteurs :

- Les intitulés, rôles et responsabilités
- Les minima de compétences, de procédures et de matériels pour les interventions.

7.4 REUNIONS ET RAPPORTS D'ACTIVITE

A l'occasion des réunions mensuelles et de la réunion annuelle de bilan et de revue de contrat, le Prestataire présentera un suivi financier conforme au BPU et à toutes les dispositions du marché,

7.4.1 Réunion mensuelle

Des réunions mensuelles entre le Titulaire et les représentants du CHGM permettront de faire le point sur les éléments suivants :

- Avancement du planning de maintenance préventive et correctives,
- Récapitulatif des devis et état des devis (en attente, validé, en cours de réalisation, ...)
- Proposition d'amélioration notamment dans le cadre du conseil (investissement, réapprovisionnement des stocks, préparation des budgets, ...)
- Obsolescence du matériel
- Facturation mensuelle : en fonction de l'avancement des maintenances préventives et du correctif sur devis réalisé.

Le titulaire devra également proposer des pistes de réflexion sur les actions à mener ou les travaux/préconisations techniques d'amélioration à réaliser.

Ces réunions seront l'occasion de vérifier en dynamique via l'outil GMAO que les obligations contractuelles liées à la GMAO sont bien respectées.

7.4.2 Réunion annuelle / rapport d'activité

Le Titulaire doit chaque année, **1 mois avant la date anniversaire du marché**, rédiger et présenter un rapport d'activité concernant l'année écoulée.

Ce rapport fera l'objet d'une présentation par la direction du TITULAIRE lors d'une réunion organisée par le CH Marchant dans ses locaux.

Le rapport présentera notamment les indicateurs précisant la fiabilité et la maintenabilité du matériel par site et globalement :

- À minima par criticité et/ou équipement :
 - o Bilan opérationnel et performance des principaux équipements et services
 - o La balance préventive/curative ainsi que le nombre d'interventions préventives et curatives (planifiées et clôturées)
 - o La synthèse annuelle des obligations de résultats soumis à pénalité
 - o L'analyse globale des coûts (forfait et hors forfait) ;
- Etablir les objectifs pour l'année à venir :
 - o Plan pluriannuel de travaux
 - o Changement/revue de périmètre
 - o

TITRE 8 – CONTRAINTES D'INTERVENTION A L'UHSA

L'Unité Hospitalière Spécialement Aménagée (UHSA) est une unité destinée à l'hospitalisation en psychiatrie des personnes détenues implantée sur le site principal du CH G. Marchant.

L'accès à l'UHSA est règlementé et est soumis aux mêmes règles que l'accès à un établissement pénitentiaire. A ce titre, le titulaire s'engage à répondre aux conditions et protocoles d'accès imposés par le Centre Hospitalier et par l'Administration Pénitentiaire.

A ce titre, les titulaires s'engagent à fournir pour tous les intervenants avant toute intervention dans cette unité et dans le délai imposé par le Centre Hospitalier, les éléments suivants :

- le nom des intervenants et la copie des cartes d'identité,
- le n° d'immatriculation des véhicules,
- toutes les autres pièces exigées par l'Administration Pénitentiaire.

En outre, sous 3 semaines avant la prise d'effet du marché, le titulaire s'engage à fournir le nom et la copie de la pièce d'identité du chargé d'affaire ou du conducteur des travaux en charge du marché et de tous les personnels d'astreinte de l'entreprise pour une autorisation d'accès permanente.

Le CHGM se réserve le droit de refuser l'accès à certains personnels qui ne répondent pas aux exigences de l'administration pénitentiaire.

Si le titulaire ne répond pas à ces exigences, le Centre Hospitalier se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse exiger d'indemnité.

8.1 - DELAIS D'INTERVENTIONS

Le TITULAIRE a des obligations de délais pour éliminer une situation de défaillance (perte totale ou partielle de la fonction requise).

a- Le délai d'intervention

Il comprend :

- Le temps de traitement, par le TITULAIRE, de la notification de la défaillance ;
- Le temps d'arrivée du personnel du TITULAIRE sur le lieu de la défaillance ;

Les opérations de mesures conservatoires consistent en la prise en compte d'une défaillance et la mise en sûreté et sécurité des installations afin de pallier les dysfonctionnements pouvant affecter la sécurité et/ou l'exploitation du site.

La responsabilité du TITULAIRE pour la réalisation des mesures conservatoires comprend en particulier : le basculement, l'isolement, la mise en sécurité, l'élimination des effets dangereux engendrés par la défaillance.

Cette intervention s'achève quand le TITULAIRE a pu se rendre compte de la nature et de la localisation du défaut, du niveau d'urgence et de la technicité des mesures à prendre. Il a pris les dispositions nécessaires pour la mise en œuvre des interventions de réparations provisoires et se trouve en mesure d'en rendre compte au moins oralement au CLIENT.

b- Le délai de remise en état provisoire

Il correspond au délai laissé au TITULAIRE pour mettre en œuvre tous les moyens pour établir le diagnostic, lever la défaillance et assurer le rétablissement de la fonction requise.

La mise en place d'une Marche Dégradée peut être proposée par le TITULAIRE. Il en résulte que la Marche Dégradée n'est employée que si les performances relatives à cet état de fonctionnement font l'objet d'un accord préalable du CLIENT (ou prise en compte dans un scénario de procédure). La Marche Dégradée est considérée comme effectivement mise en place lorsque ces performances sont atteintes.

Le caractère « acceptable » des performances proposées par le TITULAIRE est apprécié par le CLIENT, au cas par cas :

- La sûreté et sécurité des installations ;
- L'hygiène et la sécurité des personnes ;
- Les conditions d'activité du CLIENT.

L'appréciation de ces critères relève de la décision du CLIENT. Les prestations nécessaires pour mettre en œuvre une Marche Dégradée resteront à la charge du TITULAIRE quelles qu'en soient les conséquences financières (par exemple mise en place de moyens humains supplémentaires ou autres prestations de substitution).

c- Le délai de remise en état définitif

Il correspond au délai laissé au TITULAIRE pour rétablir l'état de fonctionnement identique à celui avant la défaillance.

Les 3 types de délais démarrent quand le TITULAIRE remarque l'apparition de la défaillance ou en reçoit le signalement par le CLIENT.

Objet	Délai	Délai
	Site Route d'Espagne	Sites Structures Extérieures
Délai d'intervention pendant les heures et jours ouvrables (Article 4.2)	2 h	4 h
Délai d'intervention pendant les heures d'astreinte, nuit et week-end (Article 4.2)	< 2 h	Sans objet
Délai de remise en fonctionnement ou mise en place d'une solution de substitution	< 4 h	< 8 h
Délai de remise en état définitif	<72h (sous réserve de justificatif d'un délai de mise à disposition de la pièce)	<72h (sous réserve de justificatif d'un délai de mise à disposition de la pièce)

Vous trouverez dans les fiches de services, des précisions par typologie de service lorsque les délais sont différents de ceux indiqués dans la convention.

8.2 – AUTRES DELAIS CONTRACTUELS

Le Prestataire s'engage à respecter les délais contractuels pendant toute la durée du contrat.

▪ **Phase de démarrage et de recouvrement pour tous le sites :**

Objet	Délai
Rapport de prise en charge des équipements : Inventaire et étude de criticité (pièces à mettre dans le stock) et plan d'actions chiffré	Date de démarrage + 3 mois
Mise à disposition de la GMAO	Date de démarrage + 3 mois
Plan d'Assurance Qualité, PCA Procédures d'exploitation, processus HSE	Date de démarrage + 3 mois
Présentation du planning prévisionnel de maintenance et des prestations périodiques	Date de démarrage + 1 mois
Signature du premier plan de prévention	Date de démarrage
Budget annuel de consommables et fournitures, de pièces de rechanges	Date de démarrage + 3 mois
Plan de travaux d'amélioration	Date de démarrage + 12 mois

La remise du rapport de prise en charges des équipements et de l'ensemble des documents ainsi que la mise à jour de la GMAO sont soumises à pénalité en cas de retard.

▪ **En régime Etabli pour tous les sites :**

Objet	Délai
Signature du plan de prévention	S1 à date anniversaire du contrat
Réception du rapport d'activité (mensuel)	Le 10 du mois m+1
Réception du rapport annuel de revue et de bilan et de l'ordre du jour	≤ 3 semaines avant la réunion
Mise à jour de document technique et procédures	≤ 2 semaines après la modification
Remise des devis	CCTP Article 3.3.1

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1	LISTE DES INSTALLATIONS DU CENTRE HOSPITALIER GERARD MARCHANT
ANNEXE 2	FICHE DE MAINTENANCE
ANNEXE 3	ASTREINTE TECHNIQUE - LISTE DES BATIMENTS SUR SITE ROUTE D'ESPAGNE
ANNEXE 4	LISTE DES STRUCTURES EXTERIEURES
ANNEXE 5	MODALITES D'INTERVENTION SOUS ASTREINTE